



Doc. 13935

18 décembre 2015

Violations brutales des droits de l'homme en Russie: de nouveaux défis

Proposition de résolution

déposée par Mme Iryna GERASHCHENKO et d'autres membres de l'Assemblée

Le meurtre du leader de l'opposition Boris Nemtsov, la persécution de militants politiques, la condamnation d'artistes à de longues peines de prison, le kidnapping de personnes sur le territoire d'Etats voisins et leur accusation pénale, comme dans le cas, entre autres, de Nadia Savchenko, la répression des membres de la communauté LGBTI, la restriction permanente de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, la torture dans les prisons et les commissariats de police, le racisme et la xénophobie qui se manifestent librement dans les rues – telle est la réalité de la Russie contemporaine. Ces faits sont décrits dans de nombreux rapports établis par les organisations internationales de défense des droits de l'homme.

De telles violations ont été observées non seulement à l'intérieur de la Russie, mais aussi sur les territoires illégalement contrôlés par la Russie ou par des terroristes dirigés par cette dernière. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dans son dernier rapport, s'est déclaré préoccupé par la torture et la violence sexuelle subies par les femmes dans les territoires occupés du Dombass et par la violence et la discrimination exercées dans les territoires occupés de Crimée (Ukraine). Il s'est également déclaré préoccupé par l'aggravation des conditions de vie déjà difficiles des femmes réfugiées et des femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et par la situation de la population dans les zones de conflit des régions de l'Abkhazie et de Tskhinvali (Géorgie).

Dans sa Résolution 2063 (2015), l'Assemblée parlementaire s'est dite extrêmement préoccupée par l'intensification du harcèlement et de la répression dont sont victimes les militants et les organisations de défense des droits de l'homme, et par les manœuvres d'intimidation à l'encontre des voix dissidentes en Russie.

Cependant, vu l'absence de progrès sur les questions susmentionnées, comme sur d'autres questions, l'Assemblée devrait s'intéresser sérieusement à ces violations graves des droits de l'homme.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

GERASHCHENKO Iryna, Ukraine, PPE/DC
ARIEV Volodymyr, Ukraine, PPE/DC
BERDZENISHVILI Levan, Géorgie, ADLE
BEREZA Boryslav, Ukraine, PPE/DC
DZHEMILIEV Mustafa, Ukraine, PPE/DC
FEIST Thomas, Allemagne, PPE/DC
FISCHER Axel E., Allemagne, PPE/DC
GAMBARO Adele, Italie, ADLE
GARÐARSSON Karl, Islande, ADLE
GHILETCHI Valeriu, République de Moldova, PPE/DC
GOLUB Vladyslav, Ukraine, PPE/DC
GROZDANOVA Dzhema, Bulgarie, PPE/DC
GUNNARSSON Jonas, Suède, SOC
HOFFMANN Rózsa, Hongrie, PPE/DC
IONOVA Mariia, Ukraine, PPE/DC
JENSEN Michael Aastrup, Danemark, ADLE
KIRAL Serhii, Ukraine, CE
LABAZIUK Serhiy, Ukraine, SOC
LĪBIŅA-EGNERE Inese, Lettonie, PPE/DC
LOGVYNSKYI Georgii, Ukraine, PPE/DC
LOPUSHANSKYI Andrii, Ukraine, ADLE
MATEU Meritxell, Andorre, ADLE
NIKOLOSKI Aleksandar, "L'ex-République yougoslave de Macédoine", PPE/DC
PALIHOVICI Liliana, République de Moldova, PPE/DC
POPA Ion, Roumanie, PPE/DC
SOBOLEV Serhiy, Ukraine, PPE/DC
TAKTAKISHVILI Chiora, Géorgie, ADLE
VLASENKO Sergiy, Ukraine, PPE/DC
VOVK Viktor, Ukraine, CE
WACH Piotr, Pologne, PPE/DC
XUCLÀ Jordi, Espagne, ADLE
YEMETS Leonid, Ukraine, PPE/DC
ZALISHCHUK Svitlana, Ukraine, PPE/DC
ZELIENKOVÁ Kristýna, République tchèque, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste